

à augmenter les impôts chaque année et assister à la croissance constante de l'inflation? Encore une fois, monsieur l'Orateur, pourquoi le ministre des Finances ne fait-il rien pour établir le groupe de prévision recommandé par le Conseil économique du Canada et par l'association privée de planification? La seule explication possible, c'est l'incurie du gouvernement.

Non seulement les méthodes du ministre sont-elles impuissantes contre l'inflation, et accablent les pauvres et les démunis, mais les mesures auxquelles il s'accroche désespérément et qui étendent une taxation uniforme à travers le pays, créent du chômage, des souffrances inutiles et de grands gaspillages de ressources humaines. Ces méthodes sont non seulement impuissantes, elles sont brutales. Ces dispositions fiscales et monétaires, appliquées uniformément à l'échelle nationale, dépriment les régions de croissance lente telles que la province de Québec, les provinces Atlantiques et diverses autres régions. Mon distingué collègue, le député de Carleton-Charlotte (M. Flemming) l'a dit il y a quelques années, c'est comme si l'on donnait de l'huile de ricin à tout le monde, qu'elle soit nécessaire ou non. Indéniablement, le ministre des Finances accentue la disparité économique au Canada. Indéniablement, il multiplie les difficultés du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) par ses politiques fiscales, ces politiques uniformes d'argent serré.

Lors de son séjour au Nouveau-Brunswick il y a quelques semaines, le premier ministre a admis que les habitants de là-bas pâtissaient de ces programmes. Qu'a-t-il dit à ces gens? Il a dit: «Nous allons accroître nos dépenses ici, comme contrepoids.» De retour à Ottawa, qu'a-t-il fait et qu'a fait le ministre des Finances? Rien, monsieur l'Orateur.

Le programme du ministre de l'Expansion économique régionale est un programme à long terme. Il avoue lui-même qu'il faudra des années pour le mettre sur orbite. Entretiens, le ministre des Finances contribue à la paralysie de l'économie des régions à croissance lente. Ses politiques fiscales et monétaires produisent à n'en pas douter un effet déprimant et il faudrait sans doute les contrebalancer. Il y va de l'intérêt national autant que de l'intérêt régional.

Les pressions inflationnistes n'existent pas dans ces régions défavorisées, mais les ressources humaines y sont inemployées. D'autre

part, il y a beaucoup à faire pour préparer le travail du ministre de l'Expansion économique régionale, et il serait le premier à l'admettre. La question qui se pose a trait au niveau des services gouvernementaux fournis dans ces régions et qui doivent évoluer parallèlement à la croissance. Il y a aussi la question d'une infrastructure économique suffisante.

Les députés d'en face signaleront peut-être le nouveau programme à l'intention de l'Île-du-Prince-Édouard et l'adoption du programme de l'ARDA pour le Nouveau-Brunswick. Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que le programme du Nouveau-Brunswick est tout à fait à plat et que celui de l'Île-du-Prince-Édouard n'a même pas commencé, et ne commencera pas avant longtemps. Quoi qu'il en soit, il faudra beaucoup plus que cela pour mettre en marche la croissance que préconise le ministre de l'Expansion économique régionale.

Il aurait fallu organiser tout cela de façon à ne pas accentuer les pressions inflationnistes dans le pays. On a eu tout le temps de planifier. Quand il a présenté son budget précédent en octobre dernier, le ministre savait quel effet ses mesures fiscales auraient dans ces régions. Il devait savoir qu'il fallait restreindre la masse monétaire en circulation, que la Banque du Canada ne pourrait continuer à accroître la masse monétaire comme elle l'avait fait l'année précédente, rien que pour permettre au ministre des Finances de vendre ses obligations. Cela ne pouvait absolument pas durer.

● (3.50 p.m.)

On avait tout le temps voulu pour planifier. La chose la plus charitable que l'on puisse dire c'est que le ministre n'a pas été très prévoyant. Néanmoins, devons-nous passer toute une année financière qui aura ces effets déprimants sur nos cultivateurs de blé, par exemple? Allons-nous endurer que pendant toute une année financière, l'économie, ou une grande partie de l'économie, s'enfonce toujours plus dans le marasme de mois en mois? Le ministre des Finances (M. Benson) nous dira qu'il a prévu des méthodes sélectives pour contenir l'inflation, comme l'amortissement différé sur les établissements commerciaux dans certains centres. En toute sincérité, je tiens à féliciter le ministre par principe d'avoir reconnu qu'il y avait lieu d'utiliser des mesures sélectives afin de contenir l'inflation, et pour la première fois, peut-être, de façon officielle, que les pressions inflationnistes ne se font pas sentir uniformément d'un bout à l'autre du pays.